

Nevers le, 16 décembre 2022

Fabien BAZIN
Président

Objet : Discours Président – AG Union Amicale des Maires de la Nièvre

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président de l'Union Amicale des Maires de la Nièvre,
Mesdames, Messieurs, les Parlementaires,
Mesdames, Messieurs, les Conseillers régionaux,
Mesdames, Messieurs les Conseillers départementaux,
Mesdames, Messieurs les Maires,
Mesdames, Messieurs,
Cher(e)s ami(e)s,

Je tiens à commencer mon propos en remerciant Daniel Barbier qui nous accueille.

J'ai le plaisir de le côtoyer aussi dans ses fonctions de conseiller départemental, où vous le savez il y témoigne non seulement de son sens de la formule sans égal, mais aussi et surtout de ses convictions au service des Nivernaises et des Nivernais.

Car c'est bien cela qui nous rassemble.

Chacun dans les responsabilités qui sont les nôtres, nous avons à cœur d'améliorer le quotidien des citoyens nivernais.

Nous nous y employons chaque jour, pour toutes et tous, quels que soient leur âge, leur lieu de vie, les difficultés auxquelles ils sont confrontés, les crises qu'ils subissent.

Et les difficultés comme les crises se multiplient, fragilisant toujours davantage le pouvoir d'achat, les projets de vie, l'accès à la santé.

Après la crise sanitaire dont nous peinons à sortir, l'année qui vient de passer a été marquée par une succession de crises aux impacts majeurs pour nous tous, collectivement et individuellement.

J'aimerais revenir tout d'abord sur la crise militaire.

Avant tout pour dire combien la mobilisation dont la Nièvre a fait preuve, notre solidarité envers les Ukrainiens, témoignent que lorsque nous agissons ensemble, nous savons faire ce pour quoi nous avons été élus : des choses plus grandes que nous.

Vous avez été un rouage incontournable de cette solidarité.

Et je vous en remercie car nous savons combien les impacts de cette crise sont cruels et déstabilisants.

Aux niveaux européen et international, elle percute violemment un ordre et une stabilité mondiales que nous pensions acquis, persuadés que l'Histoire est source d'enseignements.

A la place, nous assistons à l'honteuse répétition d'une Humanité dont la valeur est déterminée par un seul homme prenant en otage le reste du monde, sous le joug de la menace et de la folie.

Aux niveaux national et territorial, elle percute des existences déjà fragilisées par des inégalités sociales qui se creusent depuis des décennies.

L'inflation qui sévit a trop de conséquences concrètes sur la vie des gens pour que les réponses apportées fassent montre d'une primauté de l'argent sur le vivant.

Je sais ce que votre quotidien rencontre de situations dramatiques.

Je me souviens de ces permanences du samedi où les gens se racontent, où se côtoient la détresse et les appels à l'aide.

La lutte contre la pauvreté n'est pas un vain concept quand on est maire.

A notre niveau, nous vous accompagnons :

- par le droit à l'emploi à travers Territoires Zéro Chômeur, j'y reviendrai
- par un plan à venir pour lutter contre l'illettrisme dont nous pressentons qu'il touche gravement la Nièvre
- par le plan d'amélioration de l'habitat que nous lançons, primordial quand nous savons que le logement est pouvoir d'achat, dignité, santé ou encore lien social.

Face à la crise qui nous frappe, nous pouvons honnêtement reconnaître que le gouvernement a su engager des réponses en revalorisant les métiers du lien de longue date déconsidérés ou en atténuant l'effet de la hausse des carburants.

Mais...

Que dire quand l'enveloppe financière de ces revalorisations n'a jamais trouvé le chemin de Bercy jusqu'à nos collectivités ?

Que dire quand la hausse des charges qui frappe de plein fouet la capacité d'action et l'exercice des responsabilités de toutes les collectivités se traduit par un budget 2023 qui est le plus austéritaire depuis 20 ans pour les services publics ?

Que dire quand ce qui est donné d'une main est repris de l'autre dans une loi de financement pour la sécurité sociale, une réforme du chômage ou des retraites qui précariseront durablement les Français, en premier lieu les plus fragiles ?

Que dire quand le gouvernement jette l'opprobre sur des collectivités qu'il accuse de sous-financer les Services départementaux de secours et d'incendies alors que leurs capacités d'investissement sont réduites et dépourvues de soutien direct de l'État depuis 2019 ?

Cela s'appelle faire diversion !

Je tiens ici à redire que les Départements comme les communes prennent leurs responsabilités.

Et qu'à la piètre tentative de diversion gouvernementale, nous ne répondrons pas par la division au niveau territorial.

Nous sommes conscients que le SDIS comble les insuffisances du système de santé et répond de manière croissante aux conséquences du changement climatique.

Nous savons aussi l'enjeu que représente le volontariat des sapeurs-pompiers dans un département comme le nôtre.

Nul doute qu'un plan volontariste doit être porté pour renforcer la disponibilité et l'organisation des volontaires comme les effectifs des professionnels.

La réunion du 13 novembre dernier qui rassemblait le préfet, les représentants des maires, les syndicats de sapeurs-pompiers, le Département, a permis de dessiner les pistes d'actions pour l'avenir.

Et je le redis ici en espérant que ça parvienne jusqu'à Monsieur Darmanin : en plus de l'intégralité des ressources fiscales « affectées » au SDIS que le Département lui verse – soit 5 millions d'euros, nous ajoutons une dotation du même montant pour une enveloppe totale de 10 millions d'euros.

Nous n'avons pas de leçon à recevoir quand les difficultés du SDIS sont aussi la conséquence d'une surdité qui semble être contagieuse d'un gouvernement à l'autre.

La fuite en avant et les injonctions paradoxales ne sont plus tolérables : qu'il s'agisse de l'effondrement du système hospitalier et plus largement de santé, ou de prétendues contingences économiques qui ne cessent de remettre à plus tard les enjeux écologiques dits de plus long terme dont on voit pourtant aujourd'hui les impacts.

Une spécialiste disait récemment que ceux qui, à grands renforts de lobbying, ont fait reculer la charge financière d'une vraie prise en compte de l'écologie pour maximiser les profits, sont les mêmes qui bientôt les verront décroître pour les mêmes raisons.

Et face à cela aussi, nous agissons.

S'attaquer aux conséquences de cette incurie, nous nous y attelons ensemble.

Parce que cela est notre responsabilité, et parce que notre mobilisation collective est la condition de territoires où il fait bon vivre.

Bon vivre d'abord parce qu'on accède aux soins.

Vous le savez, dans la Nièvre c'est encore 17 000 personnes sans médecin traitant, des services hospitaliers qui ferment, une seule maternité, un seul pédopsychiatre, des dentistes qui ne prennent plus de nouveaux patients, une prise en charge du grand âge qui doit évoluer, être accompagnée.

Face à cela, nous nous sommes engagés alors que ça ne relève pas de notre compétence.

Vous avez œuvré à nos côtés pour que puisse émerger hier un grand plan Santé et aujourd'hui un centre de santé départemental.

Des premiers médecins ont présenté leurs candidatures, étudiées à l'heure où nous parlons.

La démographie médicale en crise dans notre département nous oblige.

L'État ne nous laisse guère le choix, sinon celui de nous investir.

Notre humanité nous rassemble, elle nous appelle à des réponses à la hauteur du droit universel qu'est l'accès à la santé pour tous.

Bon vivre aussi parce qu'à un dynamisme économique responsable répond la qualité de vie

Là aussi, nous l'avons tous observé, et ces constats seront de plus en plus criants.

- Les énergies fossiles grèvent massivement le budget des ménages.
- La ressource en eau se tarit et obère la vitalité de nombreux secteurs d'activité.
- La précarité endette le pouvoir de vivre, de se soigner, d'accéder à la dignité, tout simplement.
- La demande sociétale plaide pour une alimentation de qualité, en phase avec les ressources de proximité.

C'est pour toutes ces raisons que nous continuerons à travailler à vos côtés, à définir ensemble les cadres et les outils utiles à tous.

Et déjà, nous sommes au travail au travers :

- le plan départemental pour le développement des énergies renouvelables,
- le plan pour la gestion partagée de la ressource en eau. Nous revendiquons de maintenir la gestion en proximité et collectivement.
- la labellisation de 5 territoires Zéro chômeur, qui font aujourd'hui de la Nièvre, le premier département de France en nombre de territoires labellisés. Et ce sont plus de 53 contrats qui ont été signés dans le Pays Nivernais Morvan en deux mois.
- de la Belle Nièvre à la trajectoire du 100 % local, que nous avons déjà dessinée dans les collèges du département, nous saurons faire de la production locale un atout au sein du territoire et au-delà.

Bon vivre grâce à une dynamique économique soucieuse de ses impacts, c'est aussi s'opposer à l'idée que notre développement soit relégué dans l'ombre de celui des autres.

C'est tout le sens de notre combat dans le cadre du SRADDET, acronyme derrière lequel se cachent les objectifs régionaux de réduction de l'artificialisation des sols.

Nous poursuivrons le dialogue mais sans rien céder de notre fermeté.

La Nièvre ne paiera pas pour les autres départements de la région...d'autant que de grands projets nous attendent autour de la RN7 pour développer des zones d'activités porteuses sur le plan économique et touristique.

Notre responsabilité nous rassemble, nous avons chevillé au corps le souci de rendre notre territoire attractif.

Les contrats de partenariat sont l'incarnation de notre travail en commun, un outil privilégié, permettant d'enraciner les projets et de les rendre plus pertinents pour chaque territoire.

Bon vivre et travailler aussi et enfin parce que territoire préservé ne signifie pas territoire isolé

En tant qu'élus, nous savons les difficultés de notre département, de nos villes et nos villages, mais nous savons aussi combien la Nièvre est riche de petits et de grands projets qui améliorent la vie des citoyens, les rassemblent, les rendre fiers.

J'aurais aimé évoqué le déploiement de la fibre mais les retards constatés nourrissent une volonté de dénoncer ce qui doit l'être, il faudra nous y atteler, là aussi, ensemble.

Nul doute non plus que le transport ferroviaire sera aussi un enjeu important à venir.

Pour le reste, nous y travaillons : de la réhabilitation de certaines routes à 90kms/h, au développement des CUMA pour favoriser le partage du matériel dans l'agriculture, à la force que représente l'Économie sociale et solidaire dans un département qui voit grossir une nouvelle application locale, mélange de Facebook et le Bon coin...mais attention solidaire !

Bref, nous édifions chaque jour ce qui nous connecte, ce qui nous lie et nous unit.

Notre attachement à la cohésion sociale de proximité nous rassemble, il est notre moteur et la condition de nos réussites.

Et si j'ai cité ici l'Économie Sociale et Solidaire et la cohésion sociale alors que Jérôme Saddier en parle sans doute mieux que moi, **c'est pour finir mon propos sur deux éléments qui me tiennent particulièrement à cœur :**

la participation de toutes et tous via un dialogue direct et l'innovation collective.

Car si j'ai évoqué les crises militaire, inflationniste, sociale, sanitaire, écologique, il est difficile de mettre un voile sur la crise démocratique au risque de nourrir le sentiment de l'abandon et de la déconsidération.

Nous ne pouvons plus construire des politiques de manière descendante pétris de certitudes bienveillantes sur notre compréhension de besoins que nous supputons.

Nous devons construire nos politiques publiques autrement, en s'appuyant sur la parole de celles et ceux pour qui on s'engage.

C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à écouter les Nivernaises et les Nivernais dans le cadre de la concertation citoyenne « Imagine la Nièvre » tout au long de l'année 2022.

Chose rare autour d'élus nous le savons, la participation montre à quel point les citoyens sont encore intéressés par la « chose publique » dès lors qu'on les écoute.

Les Nivernais ont formulé plus de 440 propositions qui sont venues conforter des orientations déjà prises, en renouveler d'autres.

Les priorités sont simples et ambitieuses à la fois : la santé, la transition écologique, les fiertés nivernaises et je finis par celui qui sera le meilleur signe que nous pourrons tous donner pour la Nièvre : la jeunesse.

En effet, parce que nous les avons écoutés, nous sommes encore plus convaincus de la nécessité de remettre la jeunesse au cœur du renouveau de la Nièvre.

N'est-ce pas là aussi notre rôle de leur offrir les conditions utiles pour construire leur avenir ?

Le projet départemental a été élaboré au service des projets de vie de tous les Nivernais, quels que soient leur âge, leur lieu de vie, leurs difficultés.

Nous n'y répondrons pas seuls.

Mais je sais pouvoir compter sur votre parole et celle des représentants du monde économique, comme je devine votre souhait de pouvoir recueillir et accueillir cette parole citoyenne.

Nous poursuivrons tout ce travail avec vous.

Mais si l'écoute et le dialogue permanents sont nécessaires – vous le mesurez dans les responsabilités qui sont les vôtres – ils ne sont pas suffisants.

Il nous faut aussi rendre des comptes. C'est la raison pour laquelle le Département va mettre en place un Observatoire des engagements d'Imagine la Nièvre.

Mon propos, ne m'en veuillez pas, pourrait ainsi être résumé : vous êtes en première ligne, tous les jours et sur tous les fronts.

**Il faut avoir exercé cette fonction pour en mesurer l'étendue et le poids.
Nous continuerons à être à vos côtés.**

Et puisque la fin de l'année est proche, je vous souhaite à toutes et tous que 2023 vous soit douce, féconde et profondément humaine.

Qu'elle puisse être partagée par les citoyens et par tous ceux qui œuvrent au service du bien commun.

Fabien BAZIN



Président du Conseil départemental

